



ADDITIF

AU RAPPORT DU CONSEIL

ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 3A (A/8003/Add. 1)

NATIONS UNIES

ADDITIF
AU RAPPORT DU CONSEIL
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 3A (A/8003/Add.1)



NATIONS UNIES

New York, 1971

N O T E

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES ^a

Sigles	<i>Pages</i> iv
<i>Chapitres</i>	
I. — RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT.....	1
II. — QUESTIONS FINANCIÈRES	3
A. — Rapport du Fonds monétaire international.....	3
B. — Rapports du Groupe de la Banque mondiale.....	4
III. — RAPPORT DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS SUR LES TRAVAUX DE SA DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE.....	7
IV. — DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES.....	9
A. — Rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa septième session.....	9
B. — Coopération interorganisations en matière d'ordinateurs.....	9
V. — QUESTIONS D'ORDRE CONSTITUTIONNEL ET QUESTIONS D'ORGANI- SATION	12
A. — Composition du Comité des ressources naturelles.....	12
B. — Elections	12
C. — Calendrier des conférences.....	13

^a On trouvera dans l'additif au rapport du Conseil économique et social le compte rendu des mesures prises par le Conseil à la reprise de sa quarante-neuvième session, tenue du 9 octobre au 1^{er} décembre 1970.

SIGLES

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CAC	Comité administratif de coordination.
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FMI	Fonds monétaire international.
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
IDA	Association internationale de développement.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
SFI	Société financière internationale.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Chapitre premier

RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT *

1. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil était saisi¹ du rapport du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) portant sur la période allant du 24 septembre 1969 au 13 octobre 1970 (A/8015, première, deuxième et troisième parties)².

2. Le représentant du Secrétaire général de la CNUCED a présenté les première et deuxième parties du rapport et a appelé l'attention du Conseil sur les activités les plus importantes du Conseil du commerce et du développement au cours de la troisième partie de sa neuvième session et de la première partie de sa dixième session. Il a parlé, en particulier, des décisions qui marquent la contribution de la CNUCED à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et de celles qui ont trait aux mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, à la politique des prix et à la libéralisation des échanges, au transfert des techniques, aux relations commerciales entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents, aux problèmes monétaires internationaux et au financement supplémentaire. Le Conseil du commerce et du développement avait pris note d'une liste de questions de fond établie à titre indicatif par le Secrétariat pour inclusion dans le projet d'ordre du jour provisoire de la troisième session de la Conférence et avait recommandé à l'Assemblée générale la convocation de cette troisième session en avril et mai 1972.

3. Le Secrétaire général de la CNUCED a présenté la troisième partie du rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa quatrième session extraordinaire tenue les 12 et 13 octobre 1970. Il a indiqué au Conseil que le Conseil du commerce et du développement avait adopté le rapport définitif du Comité spécial des préférences où figurent les conclusions concertées du Comité spécial au sujet d'un système mutuellement acceptable de préférences généralisées, sans réciprocité ni discrimination, destiné à réaliser les objectifs énoncés dans la résolution 21 (II) de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement³. Il a souligné que le système général de préférences représentait un pas important dans le sens de la libéralisation des échanges et, dans ce contexte, a appelé l'attention sur

le fait que les efforts entrepris à cette fin par la CNUCED et par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) risqueraient d'être gravement compromis si les tendances protectionnistes actuelles se concrétisaient. Le système de préférences impliquait aussi que l'on reconnaissait en pratique la nécessité de donner sur les marchés des pays développés des chances équitables aux produits des pays en voie de développement afin de permettre l'expansion des exportations de ces derniers pays et que l'on avait su s'écarter hardiment des notions et règles traditionnelles qui avaient régi jusqu'alors le commerce international afin qu'il fût possible de tenir pleinement compte des disparités entre les niveaux de développement économique des divers pays. Il a expliqué que les arrangements convenus comprenaient des schémas impliquant des efforts comparables axés sur des buts communs; les moyens de perfectionner ces arrangements seraient recherchés compte tenu de l'évolution dynamique des facteurs et en fonction des objectifs de la résolution 21 (II) de la Conférence. On comptait que les schémas seraient mis en vigueur dès que possible en 1971. L'accord intervenu était le résultat d'efforts concertés des pays développés et en voie de développement qui avaient travaillé dans un esprit de solidarité et d'association; il avait été réalisé avec la coopération de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui avait joué à cet égard un rôle très constructif.

4. Le Secrétaire général de la CNUCED a souligné que l'un des buts du système général des préférences était d'accorder à tous les pays en voie de développement, y compris les moins avancés d'entre eux, des avantages équilibrés et a mentionné à cet égard que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Centre CNUCED/GATT du commerce international auraient un rôle essentiel à jouer pour aider les pays en voie de développement dans leurs efforts d'industrialisation et de promotion des exportations. Il a noté qu'il restait quelques questions à régler — notamment la question de l'organe de la CNUCED auquel il conviendrait de confier les tâches énoncées dans la section des conclusions concertées sur les dispositions institutionnelles et la question des préférences inverses — lesquelles nécessiteraient que les membres de la CNUCED poursuivent leurs efforts et leurs consultations. Il a aussi fait ressortir que l'Organisation devrait continuer de s'attacher à parvenir à des accords analogues prévoyant des mesures d'ordre pratique en ce qui concerne d'autres questions de sa compétence qui, comme les préférences tarifaires, étaient des éléments importants de la Stratégie internationale du développement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

5. Le Président du Conseil du commerce et du développement a noté, dans une déclaration préliminaire, que l'accord sur les préférences était une réali-

* Le point 37 de l'ordre du jour de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale est intitulé "Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement".

¹ E/SR.1723, 1724.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 15, transmis au Conseil sous couvert d'une note du Secrétaire général (E/4926 et Add.1 et 2).

³ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), annexe I.

sation importante de la CNUCED. Cet accord ajoutait une nouvelle dimension à la coopération économique internationale et était le résultat d'efforts soutenus entrepris depuis la première session de la Conférence pour mettre au point une nouvelle structure des échanges plus favorable aux pays en voie de développement. Le système général de préférences contenait des formules pragmatiques qui avaient donné lieu à de longues discussions et qui avaient pris forme par un processus de consultations et de débats auxquels les Etats membres de la CNUCED s'étaient livrés dans le cadre de cette organisation. Dans ce contexte, le Président du Conseil du commerce et du développement a félicité tous les participants aux travaux préparatoires qui avaient abouti aux arrangements convenus en matière de préférences et a loué l'esprit de collaboration dont la CNUCED et l'OCDE avaient fait preuve. Il a estimé que l'accord représentait la première disposition prise pour mettre en application des mesures de principe envisagées dans la Stratégie internationale du développement.

6. Certaines délégations ont formulé des observations sur le rapport du Conseil du commerce et du développement. On a noté que le rapport indiquait que des progrès appréciables avaient été faits dans l'examen de questions importantes relevant de la compétence de la CNUCED. On a parlé de la contribution de la CNUCED à la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement qui comprenait un programme d'action intergouvernementale de grande envergure dans les domaines des échanges et de l'aide. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites de l'accord intervenu au Conseil du commerce et du développement sur le système de préférences qui, à leur avis, constituait un événement marquant de l'histoire des relations économiques internationales. On a souligné que les nouveaux arrangements en matière de préférences

étaient le couronnement d'un long processus et se révéleraient sans doute être un moyen efficace de permettre aux pays en voie de développement d'accroître leurs recettes d'exportation. Certaines délégations ont estimé que les arrangements sur lesquels le Conseil s'était mis d'accord ne répondaient pas à l'attente des pays en voie de développement. On a aussi fait mention des besoins particuliers des moins avancés de ces pays. On a souligné qu'il fallait rechercher les moyens de perfectionner le système général en fonction des objectifs énoncés dans la résolution 21 (II) de la Conférence.

7. On a aussi fait mention, pendant le débat, de la résolution 74 (X) du Conseil du commerce et du développement créant un groupe intergouvernemental du transfert des techniques. Plusieurs délégations ont noté que la résolution reconnaissait qu'il était nécessaire et urgent d'opérer, au profit de tous les pays, et en particulier des pays en voie de développement, des transferts de techniques satisfaisants et que la CNUCED avait, dans les limites de sa compétence, un rôle particulier à jouer en identifiant les obstacles et en recommandant des mesures propres à les surmonter et à faciliter l'accès des pays en voie de développement aux techniques modernes. La décision du Conseil du commerce et du développement comblerait le vide institutionnel existant à cet égard. D'autres délégations, tout en reconnaissant les responsabilités de la CNUCED dans le domaine du transfert des techniques, ont souligné que ses activités sur ce plan devaient être étroitement coordonnées avec celles des autres organismes internationaux.

8. A l'issue du débat, le Conseil a transmis, par la résolution 1557 (XLIX), le rapport annuel du Conseil du commerce et du développement à l'Assemblée générale et a appelé l'attention de l'Assemblée sur les commentaires et observations formulés à propos de ce document aux 1723^e et 1724^e séances du Conseil.

Chapitre II

QUESTIONS FINANCIÈRES

A. — RAPPORT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

9. Le rapport du Fonds monétaire international (FMI) pour l'exercice clos le 30 avril 1970⁴ a été examiné par le Conseil à la reprise de sa quarante-neuvième session⁵. En présentant le rapport, le Directeur général du Fonds a fait observer que l'exercice financier écoulé avait été particulièrement fertile en événements dans le domaine monétaire international. Du côté positif, on avait pu noter certains progrès dans l'ajustement des paiements internationaux, la position extérieure ainsi que les perspectives de plusieurs pays européens ayant témoigné d'une amélioration marquée qui avait contribué à faire naître une période de calme sur les marchés financiers. En revanche, les pressions inflationnistes étaient restées fortes et très étendues dans les pays industriels et le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis avait continué à provoquer l'incertitude dans le domaine des paiements internationaux.

10. Concernant les activités du Fonds, les principaux événements de l'exercice écoulé avaient été la première allocation de droits de tirage spéciaux et l'accord qui avait été conclu au sujet d'un relèvement sensible des quotes-parts. Les droits de tirage spéciaux avaient été entièrement acceptés comme un instrument de réserve efficace et, par un processus rationnel de consultations et de décisions à l'échelon international, on a ouvert la voie à une augmentation appropriée de la liquidité internationale. Cela devrait contribuer à rendre le processus d'ajustement plus harmonieux et à améliorer le volume et les conditions de l'assistance au développement. A l'Assemblée annuelle de 1970, les gouverneurs avaient présenté des suggestions pour l'étude par le Fonds de modifications qu'on pourrait apporter aux droits de tirage spéciaux, et notamment de ceux que supposerait l'établissement d'un certain lien entre l'allocation de droits de tirage spéciaux et le financement du développement économique. Cette question figurerait dans le programme de travail du Fonds qui serait examiné en détail par les administrateurs dans un proche avenir. A cet égard, le Fonds avait noté le libellé du paragraphe 52 de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV)], ainsi que les observations et les réserves formulées à propos de ce paragraphe⁶.

11. Les administrateurs avaient étudié attentivement le rôle des taux de change dans l'ajustement des paie-

ments internationaux et ils avaient établi un rapport qui avait été soumis à l'Assemblée annuelle de 1970, dans lequel ils exprimaient leur conviction que les principes fondamentaux du système de la parité étaient rationnels et devaient être maintenus et renforcés, opinion à laquelle les gouverneurs ont souscrit.

12. Etant donné l'importance attachée dans la Stratégie internationale du développement au processus d'examen et d'évaluation, le Directeur général a appelé l'attention sur les consultations que le Fonds avait tenues annuellement avec ses membres depuis près de deux décennies. L'objectif initial des consultations était d'examiner la portée d'une élimination progressive des mesures restrictives. Toutefois, cet examen, pour être utile, devait être fait dans le cadre de l'ensemble de la position et des perspectives de la balance des paiements. Cela nécessitait à son tour une analyse de la situation économique tout entière et de toutes les politiques économiques du pays, compte tenu de l'évolution économique internationale prévue. Cette sorte d'examen d'ensemble avait répondu à un certain nombre d'objectifs: il permettait au Fonds de réagir rapidement à l'égard de modifications envisagées dans les taux de change ou les pratiques de change ou à des demandes d'utilisation de ses ressources et il avait aidé le Fonds à élaborer et à adapter ses politiques générales. En outre, il avait donné aux membres l'occasion de s'informer des opinions du Fonds sur leurs politiques économiques ainsi que de l'évolution de la situation et des politiques d'autres pays. On avait étudié principalement au cours des consultations la question de maintenir ou de réaliser un équilibre financier dans l'économie des pays intéressés tout en atteignant les objectifs économiques et sociaux propres du gouvernement. Ce genre de consultations avait souvent contribué à l'établissement d'un programme financier pouvant former la base d'accords de crédit *stand-by* ou d'autres formes d'utilisation des ressources du Fonds.

13. En raison des avantages qu'elles offraient, ces consultations, introduites à l'origine en 1952 pour les pays maintenant des restrictions aux paiements internationaux courants en vertu de l'article XIV des statuts, ont été étendues en 1960 par accord unanime aux pays de l'article VIII, c'est-à-dire aux pays qui maintenaient la convertibilité de leur monnaie et évitaient généralement d'apporter des restrictions aux paiements courants et aux transferts. Cette extension avait grandement augmenté l'utilité des consultations étant donné que les pays de l'article VIII comprenaient les principales nations industrielles dont les politiques économiques et financières avaient un retentissement considérable sur la production, l'emploi et la balance de paiements de tous les pays du monde. Un système de paiement, pour fonctionner harmonieusement, nécessitait une coordination appropriée des politiques natio-

⁴ Fonds monétaire international, *Rapport annuel des administrateurs pour l'exercice clos le 30 avril 1970* (Washington [D. C.]). Le Conseil était saisi d'un résumé du rapport publié sous la cote E/4928.

⁵ E/SR.1728, 1729.

⁶ Voir A/8124/Add.1.

nales et supposait par conséquent qu'une responsabilité collective soit acceptée par chaque pays.

14. Une autre source de vive préoccupation pour le Fonds était la pratique de l'aide liée qui faussait l'allocation des ressources, provoquait un traitement discriminatoire des importations et réduisait la contribution réelle de l'aide étrangère. Il était donc satisfaisant qu'à la récente réunion de niveau élevé du Comité d'aide au développement de l'OCDE, qui avait eu lieu à Tokyo, la majorité des pays dispensateurs d'aide ait soutenu le principe consistant à accorder l'aide bilatérale et multilatérale sans clauses restrictives. Il fallait espérer que les progrès dans cette voie seraient plus rapides à l'avenir.

15. Le Fonds avait accordé également une attention croissante à la question de la gestion de la dette extérieure étant donné qu'il était important de faire en sorte que l'accroissement des dettes extérieures à court terme et à moyen terme ne dépasse pas les possibilités de remboursement du pays emprunteur. Au cours des dernières années, certains pays avaient accumulé des dettes extérieures excessives, leur remboursement créant ainsi une charge qui avait grandement compromis la position de leur balance de paiements. Le Fonds avait donc accru ses efforts pour aider les autorités de ces pays à mettre au point des systèmes et des techniques appropriées pour la gestion de leur dette extérieure. Le Fonds avait également pris des mesures pour fournir une assistance financière spéciale aux pays membres dont la balance de paiements se trouvait affectée défavorablement par des baisses temporaires des recettes d'exportation ou à l'occasion du financement de stocks régulateurs.

16. Un certain nombre de pays en voie de développement avaient appelé l'attention, au Fonds et ailleurs, sur les mesures prises par les pays industriels concernant certains produits de base qui avaient eu pour effet de réduire les possibilités de recettes d'exportation des pays en voie de développement. Le Fonds s'occupait des questions se rapportant aux produits de base parce que sa fonction principale était d'aider les pays membres à régler leurs problèmes relatifs à leur balance des paiements qui pouvait être défavorablement affectée par les pratiques appliquées à l'égard du commerce des produits de base. En outre, ces pratiques pouvaient donner lieu à des situations nécessitant qu'on fasse appel au financement compensatoire ou ayant des incidences sur les systèmes de stocks régulateurs. Le Fonds effectuait donc une étude approfondie des aspects internationaux des problèmes et des politiques en matière de produits. Toutes mesures positives prises dans ce domaine devraient renforcer les avantages que les pays en voie de développement pourraient tirer du récent accord conclu à la CNUCED sur un système de préférences générales⁷.

17. En conclusion, le Directeur général a souligné que le Fonds s'inquiéterait des pressions inflationnistes s'exerçant dans les pays industriels parce qu'elles avaient une incidence défavorable sur l'économie mondiale et que ce serait, en fin de compte, les pays faibles qui en souffriraient le plus. La lutte contre l'inflation était donc un objectif urgent et elle demande un effort concerté de la part de tous les pays.

18. Les représentants qui ont pris la parole au cours de la discussion qui a suivi ont félicité le Direc-

teur général des résultats obtenus par le Fonds au cours de l'année écoulée et de son programme d'action future. Les représentants des pays en voie de développement ont souligné la nécessité d'établir un lien entre l'allocation de droits de tirage spéciaux et un financement supplémentaire du développement et ils ont déclaré qu'ils avaient été heureux d'apprendre que les administrateurs du Fonds avaient l'intention d'étudier cette question dans un proche avenir. Le représentant d'un pays développé a dit qu'il appuyait l'établissement d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement, mais qu'en même temps il estimait qu'il serait souhaitable d'établir la crédibilité de droits de tirage spéciaux en tant qu'instrument de réserve vraiment sûr.

19. Le représentant d'un autre pays développé a dit que le volume des droits de tirage spéciaux ne devrait pas dépendre des besoins en capital des pays en voie de développement. La création d'un lien entre ces droits et le financement du développement ne ferait qu'aggraver l'inflation; en outre, elle donnerait à certains pays un prétexte pour s'abstenir d'accroître leur aide au développement, qui devrait consister en ressources réelles représentant un pourcentage de leur produit national brut. Cela ne signifiait pas toutefois que son pays s'opposait à ce que certains pays développés aient recours aux droits de tirage spéciaux pour créer des programmes spéciaux d'aide au développement ou pour accroître leur assistance aux pays en voie de développement.

20. Concernant le rôle des taux de change dans l'ajustement des paiements internationaux, un représentant a souligné la nécessité de chercher une solution dans une gestion améliorée, dans le cadre du système monétaire existant. L'opinion a été exprimée également qu'il serait peu sage d'ajouter aux problèmes des pays en voie de développement en introduisant un autre élément d'incertitude.

21. De l'avis de l'un des représentants, le Fonds devrait étudier périodiquement la formule permettant de déterminer les quotes-parts et la fourniture d'une assistance financière spéciale par l'intermédiaire du financement de systèmes de stocks régulateurs. Un autre représentant a loué le Fonds de se préoccuper des problèmes posés par la pratique de l'aide liée.

22. Le Directeur général du Fonds, en réponse aux observations faites au cours de la discussion, a noté avec satisfaction que les personnes qui avaient pris la parole n'avaient pas critiqué les activités du Fonds, mais s'étaient contentées d'exprimer le regret que le Fonds n'ait pas pu faire davantage. Les observations et suggestions présentées au cours de la discussion, dont un grand nombre avaient déjà été avancées par les gouverneurs du Fonds à l'Assemblée annuelle de 1970, seraient prises en considération par les administrateurs lorsqu'ils examineraient le programme d'action du Fonds pour les années à venir.

23. Le Conseil, dans sa résolution 1560 (XLIX), a pris acte avec satisfaction du rapport du Fonds monétaire international.

B. — RAPPORTS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

24. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné⁸ le rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développe-

⁷ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 15.

⁸ E/SR.1730, 1731.

ment (BIRD), celui de l'Association internationale de développement (IDA) et celui de la Société financière internationale (SFI) relatifs à l'exercice terminé le 30 juin 1970⁹.

25. Le Président du Groupe de la Banque mondiale, en présentant les rapports, s'est attaché à deux points principaux : les opérations du Groupe durant l'exercice écoulé et durant la période couverte par le programme quinquennal, et les rapports entre le Groupe et les autres organismes des Nations Unies. Concernant le premier de ces points, il a fait observer qu'au cours de l'exercice écoulé, le montant total des nouveaux prêts, des crédits et des investissements du Groupe était élevé à 2,3 milliards de dollars, contre 1,9 milliard de dollars au cours de l'exercice précédent. Bien que l'expansion des activités du Groupe — notamment sous l'effet de l'inflation — ait entraîné une augmentation des dépenses administratives, la Banque n'en avait pas moins terminé l'exercice avec un excédent net de 213 millions de dollars. La moitié environ de ce solde restait conservée à la Banque pour servir à financer des prêts qui seraient consentis à des taux de faveur et 100 millions de dollars avaient été transférés à l'IDA.

26. Mais le but de la Banque n'était pas simplement de prêter de l'argent, même si ses prêts portaient sur des sommes impressionnantes. Son but était surtout d'aider les pays en voie de développement à progresser aussi rapidement et efficacement que possible, selon leurs propres aspirations. Au cours des cinq dernières années, la Banque avait modifié certaines de ses options afin de mieux servir ces aspirations. C'est ainsi qu'elle avait étendu la portée géographique de ses opérations, considérablement augmenté son aide financière en faveur de l'éducation, commencé d'agir dans le domaine de la planification de la population, élargi et accéléré ses activités dans le secteur agricole. Ce financement modulé avait permis à la Banque d'aider un plus grand nombre de bénéficiaires. La Banque s'acheminait vers une conception élargie du développement, au-delà de la simple croissance économique.

27. Tout en accroissant le volume de ses opérations de prêt, le Groupe de la Banque avait renforcé ses bases financières. Au cours des deux derniers exercices, la Banque avait emprunté près de 2 milliards de dollars en plaçant des obligations et des bons dans plus de 45 pays. Sous réserve des décisions parlementaires requises, les 18 nations qui fournissaient l'essentiel des ressources de l'IDA avaient approuvé une "troisième reconstitution" grâce à laquelle l'IDA recevrait plus de 800 millions de dollars par an pendant trois ans à compter de l'exercice commençant le 1^{er} juillet 1971, soit le double de ce qui avait été prévu auparavant. Trois pays — l'Espagne, l'Irlande et la Yougoslavie — étaient joints aux souscripteurs pour la troisième reconstitution.

28. Le Président du Groupe de la Banque a appelé l'attention sur cinq changements concernant les opérations futures de la Banque : la création d'une nouvelle division pour l'étude des projets de développement urbain; l'accroissement des activités dans le domaine du développement agricole; la création d'une petite section chargée de prévoir les conséquences que pour-

raient avoir sur l'écologie les projets de développement faisant l'objet d'une demande de financement; la reprise, au Conseil des administrateurs, de débats approfondis au sujet de la création d'une agence internationale d'assurance des investissements; et le projet d'expansion de l'Institut de développement économique de la Banque, qui pourrait offrir deux fois plus de cours et conférer des diplômes à deux fois plus de boursiers en 1976 qu'en 1969.

29. Abordant le second thème de sa déclaration, à savoir les rapports entre le Groupe de la Banque mondiale et les autres organismes des Nations Unies, le Président du Groupe a fait observer que les recommandations de la Commission Pearson¹⁰ concernant le Groupe étaient déjà en cours d'application. Cependant, les recommandations les plus importantes de la Commission n'étaient pas celles qui étaient adressées au Groupe, mais celles qui concernaient les problèmes plus généraux de la politique même du développement. La Commission avait recommandé que la Banque convoque une conférence internationale pour débattre de ces questions, mais il était clair que ce n'était pas à la Banque de prendre une telle initiative, étant donné que des organismes des Nations Unies, c'était le Conseil économique et social qui était spécialement chargé de ces questions. Le Conseil examinerait ce point avec beaucoup d'attention à l'occasion de la deuxième Décennie du développement et le Groupe de la Banque mondiale participerait pleinement à toutes les procédures que le Conseil pourrait fixer pour l'application des principes d'examen et d'évaluation énoncés à la partie D de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale].

30. Dans l'intervalle, le Groupe de la Banque pouvait contribuer sensiblement à rationaliser l'effort international de développement et à le rendre plus cohérent en orientant son action selon trois directions principales. En premier lieu, le Groupe se proposait d'établir des relations de travail plus étroites avec les autres organisations internationales, et spécialement le Secrétariat de l'ONU, le FMI, le PNUD, la FAO, l'UNESCO, l'OMS, les banques régionales de développement, le Comité interaméricain de l'Alliance pour le progrès et le Comité d'aide au développement de l'OCDE, de façon à renforcer la complémentarité des efforts communs dans le domaine du développement et à éviter les chevauchements.

31. En deuxième lieu, le Groupe avait l'intention de poursuivre en l'élargissant son programme de missions économiques dans divers pays qui avait pour objectif, d'une part, d'aider le gouvernement du pays intéressé à établir et à réaliser sa propre stratégie nationale de développement et, d'autre part, d'aider les organes d'assistance multilatéraux et bilatéraux à modeler leur assistance suivant les besoins de cette stratégie. Les représentants-résidents du PNUD seraient étroitement associés au travail de ces missions, qui seraient composées d'experts appartenant aux institutions spécialisées compétentes et de personnel appartenant au Groupe de la Banque mondiale.

32. En troisième lieu, le Groupe poursuivrait ses activités relatives à l'organisation de groupes de coordination de l'assistance destinés à assurer des consultations régulières entre chacun des grands pays en voie de développement et les divers organes d'assistance au

⁹ Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Association internationale de développement, *Rapport annuel, 1970* (Washington [D. C.]); Société financière internationale, *Rapport annuel, 1970* (Washington [D. C.]). Le Conseil était saisi d'un résumé de ces rapports publié sous la cote E/4927.

¹⁰ Voir *Partners in Development*, rapport de la Commission du développement international (New York, Praeger, 1969).

développement intéressés. Quatorze groupes de ce genre existaient déjà, mais beaucoup restait à faire dans ce domaine et il fallait former de nouveaux groupes là où le besoin s'en faisait sentir. La Banque était en train d'organiser de nouveaux groupes pour la République démocratique du Congo, l'Ethiopie et les Philippines et cherchait à réanimer les groupes existants pour le Nigéria et la Thaïlande. La Banque avait également l'intention de faire en sorte que les groupes existants se réunissent régulièrement et d'aider à la création ou au renforcement d'un mécanisme de coordination locale à l'échelon national.

33. En conclusion, le Président du Groupe s'est déclaré convaincu que les organismes des Nations Unies commençaient à jeter les bases d'une action internationale pour le développement beaucoup plus cohérente et homogène qui permettrait à la communauté du développement tout entière d'œuvrer plus efficacement à l'application dans chaque pays en voie de développement d'une stratégie du développement rationnelle et réaliste et de contribuer ainsi au succès de la deuxième Décennie du développement.

34. Les représentants qui ont pris la parole dans la discussion qui a suivi ont adressé leurs félicitations au Président du Groupe de la Banque mondiale pour les activités du Groupe au cours de l'exercice écoulé et pour le caractère constructif de ses plans d'avenir. Le représentant d'un pays développé a fait observer que, malgré certaines faiblesses dues à la situation actuelle sur les principaux marchés de capitaux, le dynamisme du Groupe de la Banque mondiale était une source d'espoir pour le succès de la deuxième Décennie du développement. Abordant la question de la charge de la dette extérieure des pays en voie de développement, il a fait observer qu'au cours des cinq années précédentes certains pays développés avaient eu tendance à donner la prééminence à des formes d'assistance au

développement qui n'avaient rien fait pour alléger cette charge et qui, dans certains cas, l'avaient même alourdie à court terme. Il a exprimé l'espoir que le Groupe intensifierait ses activités en vue de la stabilisation des prix des produits de base et réexaminerait le rôle qu'il pourrait jouer pour résoudre les problèmes financiers liés à la conclusion et à l'application des accords relatifs aux produits.

35. Plusieurs représentants se sont déclarés satisfaits de la reprise du débat sur la création d'une agence internationale d'assurance des investissements qui devrait, d'après eux, contribuer à promouvoir les investissements privés étrangers. Un représentant a félicité la Banque de chercher à appliquer les recommandations de la Commission Pearson et l'a invitée à tenir particulièrement compte des recommandations concernant le refinancement des crédits à l'exportation accordés par les pays en voie de développement. Un autre représentant a demandé à la Banque de réexaminer la question d'un mécanisme de financement supplémentaire.

36. Dans sa réponse, le Président du Groupe de la Banque mondiale a dit que la discussion lui avait été d'un grand profit et que le Groupe tiendrait compte des observations formulées lorsqu'il préparerait ses travaux futurs. Il est convenu de l'urgence du problème que constituait la charge de la dette extérieure des pays en voie de développement, qui s'était accrue au taux de 15 p. 100 par an. Il s'est déclaré frappé de la faveur avec laquelle avait été accueillie l'idée de la création d'une agence d'assurance des investissements et il s'est déclaré convaincu que des mesures seraient prises à ce sujet dans les 12 mois à venir.

37. Le Conseil, dans sa résolution 1562 (XLIX), a pris acte avec satisfaction des rapports du Groupe de la Banque mondiale.

Chapitre III

RAPPORT DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS SUR LES TRAVAUX DE SA DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

38. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné ¹¹ le rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa deuxième session extraordinaire (E/4931-E/CN.7/539) ¹² tenue à Genève du 28 septembre au 3 octobre 1970, conformément à la résolution 1532 (XLIX) du Conseil.

39. Comme suite à cette résolution, la Commission a examiné des recommandations de politique à court et à long terme en vue d'une action internationale intégrée contre l'abus des drogues. Elle a examiné la portée de l'action entreprise par les Nations Unies contre l'abus des drogues ainsi que les mesures à court terme et à long terme de lutte contre l'abus des drogues et le trafic illicite, et a adopté une résolution dans laquelle elle a notamment recommandé au Conseil économique et social d'inviter le Secrétaire général à créer un fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. Dans sa résolution, la Commission a considéré qu'une action internationale intégrée contre l'abus des drogues devrait viser à limiter l'offre de drogues en fonction des besoins légitimes, en mettant fin à leur production, à leur transformation et à leur fabrication illicites, par la substitution de cultures ou autres méthodes appropriées; à améliorer les possibilités administratives des organes existants qui s'occupent de l'élimination du trafic illicite des drogues; à prévoir des mesures destinées à prévenir l'abus des drogues grâce à des programmes éducatifs et autres; et à fournir des moyens pour le traitement et la réadaptation des sujets pharmacodépendants.

40. La Commission a considéré en outre qu'il convenait d'entreprendre une action immédiate en vue d'accroître les moyens de recherche et d'information dont disposent les secrétariats des organes des Nations Unies chargés du contrôle des stupéfiants pour rassembler des données sur le problème de l'abus des drogues afin de pouvoir informer les gouvernements et le public et de préparer du matériel éducatif; d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'assistance technique destinés à aider les pays à créer et à améliorer leurs administrations nationales de contrôle des stupéfiants et leur appareil répressif et à former le personnel requis, y compris une assistance pour la mise en place ou l'expansion de centres de recherche et de formation qui puissent répondre aux besoins nationaux ou régionaux; et à accroître les possibilités d'action des secrétariats des organes des Nations Unies chargés du contrôle des stupéfiants en leur fournissant le personnel supplémentaire compétent en tant que de besoin.

41. Dans sa résolution, la Commission a recommandé au Conseil d'inviter le Secrétaire général à créer

d'urgence, à titre de mesure initiale, un fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, qui serait alimenté par des contributions volontaires provenant de sources gouvernementales et non gouvernementales. Elle a prié le Secrétaire général d'élaborer, après consultation avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations internationales compétentes, un plan d'action concertée à long terme contre l'abus des drogues et de soumettre ce plan à la Commission à sa vingt-quatrième session.

42. Dans sa déclaration liminaire, le représentant du Secrétaire général a prié instamment les membres de la Commission d'appuyer les recommandations concernant la lutte contre l'abus des drogues. Il a fait observer que l'abus des drogues s'était étendu à des pays ou à des régions où ce problème était pratiquement inconnu 10 ans auparavant. On enregistrait une tendance marquée à l'utilisation de drogues plus puissantes et l'abus des drogues s'était étendu à des secteurs de la société qui n'étaient pas touchés quelques années plus tôt. Il se répandait rapidement parmi les jeunes, en particulier, et le problème était rendu plus complexe par l'apparition récente des substances psychotropes. Le jeu de l'offre et de la demande était l'élément essentiel qui déterminait la montée en flèche de l'abus des drogues.

43. Au cours du débat, tous les représentants ont reconnu la gravité du problème de l'abus des drogues. Certains ont souligné l'ampleur du problème à l'échelon mondial et en tant qu'il constituait un danger potentiel, sinon actuel, pour des sociétés et des pays entiers. D'autres représentants, en revanche, ont émis l'avis que ce problème était certes grave, mais qu'il ne constituait pas le plus important de tous les problèmes auxquels l'Organisation des Nations Unies doit faire face, étant donné qu'il n'était pas vraiment universel. Par conséquent, il appartenait aux pays où ce problème revêtait des formes aiguës de prendre des mesures soit dans le cadre national, soit de concert avec les autres pays intéressés. Les délégations qui ont pris la parole attachaient une importance variable aux différents aspects essentiels du problème, à savoir l'offre, la demande et le trafic illicite.

44. La plupart des représentants ont formulé des réserves d'ordre général au sujet de la prolifération des fonds spéciaux et certains étaient d'avis que le fonds en question devrait être placé sous le contrôle financier du PNUD. Un membre de la Commission a dit qu'il pouvait concevoir que les activités financées par ledit fonds deviennent partie intégrante des opérations du PNUD par la suite, mais il aurait préféré qu'au stade initial le fonds soit constitué en tant que service administratif distinct.

¹¹ E/SR.1726, 1727.

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 12.

45. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution (E/L.1362), dont le Brésil, la Grèce, l'Indonésie, la Norvège et l'Uruguay étaient également coauteurs, concernant une action concertée des Nations Unies contre l'abus des drogues et la création d'un fonds des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des drogues et a fait observer que ce projet de résolution reprenait en grande partie la résolution adoptée par la Commission; en effet, celui-ci reconnaissait la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre un vaste plan en vue d'une action internationale intégrée contre l'abus des drogues, qu'il s'agisse des stupéfiants ou des substances psychotropes, en s'attaquant aux trois aspects essentiels du problème : l'offre, la demande et le trafic illicite et reconnaissait également la nécessité de mener la lutte, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international.

46. De nombreux représentants ont formulé des réserves concernant certains aspects du projet de résolution, mais n'en ont pas moins appuyé le principe de la création de ce fonds. La plupart d'entre eux envisageaient de confier un rôle actif à l'OIT, l'UNESCO et la FAO et l'OMS en matière de prévention et de lutte contre l'abus des drogues.

47. Pendant la discussion, le représentant du Royaume-Uni a proposé de modifier le paragraphe 3 du dispositif du texte en insérant les mots "utilisé aux fins qui ont été approuvées par la Commission et" entre les mots "ce fonds devant être" et le membre de phrase "administré par le Secrétaire général en attendant la mise au point". L'amendement proposé a été

appuyé par de nombreux orateurs et a finalement été accepté par les coauteurs, qui l'ont incorporé dans leur projet de résolution.

48. La résolution a été adoptée par 22 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Dans la résolution [1599 (XLIV)], le Conseil a reconnu la nécessité d'une action immédiate, ainsi que de l'élaboration d'un plan d'action concertée à long terme par l'ONU et les organisations qui lui sont reliées pour faire face au problème de l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes en s'attaquant simultanément à ses trois éléments essentiels : l'offre, la demande et le trafic illicite, et il a fait sien la résolution de la Commission en tant que base pour la réalisation de ces objectifs. En outre, le Conseil a prié le Secrétaire général de créer un fonds des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des drogues, alimenté par des contributions volontaires et devant être utilisé aux fins qui ont été approuvées par la Commission et il a invité les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations internationales compétentes à coopérer à l'élaboration et à l'exécution des mesures et des programmes à court et à long terme ayant trait à ce problème. Dans cette résolution, le Secrétaire général est prié également de présenter au Conseil, à sa cinquante-deuxième session, par l'intermédiaire de la Commission des stupéfiants, un rapport sur l'application de la présente résolution. Le Conseil a enfin transmis la résolution, ainsi que le rapport de la Commission à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session pour qu'elle puisse prendre toute nouvelle mesure qu'elle jugera utile.

Chapitre IV

DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

A. — RAPPORT DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION SUR SA SEPTIÈME SESSION

49. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil était saisi¹³ du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa septième session¹⁴, tenue du 9 au 16 septembre 1970.

50. Dans son rapport, le Comité indiquait qu'il avait consacré la majeure partie de la session à la question de la mise au point, pour l'Organisation des Nations Unies, d'un système de programmation et d'établissement des budgets susceptible de constituer une base rationnelle pour la prise des décisions. Il avait été saisi du rapport intitulé "Programmation et budget dans la famille des Nations Unies", établi par M. Bertrand, du Corps commun d'inspection (A/7822), d'une note du Secrétaire général où figuraient ses observations et celles du Directeur du PNUD sur ce rapport (A/7987 et Add.1), et des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/8033). M. Bertrand avait été présent pendant les discussions du Comité auxquelles avaient participé aussi de hauts fonctionnaires du Secrétariat, notamment le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion.

51. Dans son rapport, le Comité du programme et de la coordination indiquait qu'il appréciait l'initiative que représentait le rapport Bertrand et l'attitude constructive et pragmatique du Secrétaire général. Il avait aussi pris note avec un grand intérêt des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et des possibilités d'action qu'elles dégagnaient. Le Comité s'est montré favorable en principe à l'orientation générale des mesures envisagées dans le rapport du Secrétaire général (A/7987 et Add.1), et attendait avec intérêt les propositions plus précises et plus détaillées que le Secrétaire général avait l'intention de présenter à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session. Le Comité escomptait que ce rapport futur éluciderait plusieurs problèmes qui le préoccupaient. L'avis général avait été qu'il serait souhaitable de s'engager dans la voie de l'établissement de budgets-programmes, mais les réactions des membres du Comité à l'égard des propositions spécifiques contenues dans le rapport de M. Bertrand avaient été nuancées, et il avait été généralement convenu qu'il importait de progresser avec prudence. Le Comité avait recommandé que son rapport, ainsi que les comptes rendus analytiques de sa discussion de la question¹⁵ fussent présentés à la Cinquième Commission, à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

52. Le Comité avait aussi examiné une suggestion relative à la désignation de rapporteurs spéciaux pour faire un inventaire des rapports et études projetés et effectués à l'ONU et, si possible, dans les institutions spécialisées, et pour examiner le problème d'un calendrier général des réunions des organes des Nations Unies compétents dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. Il avait décidé de désigner M. Ranjit Gupta (Inde) et M. Bernard Prague (France) comme rapporteurs spéciaux. Les rapporteurs présenteraient au Comité, à sa neuvième session, un rapport sur l'inventaire des rapports et études relevant des domaines économique et social et, s'ils le jugeaient nécessaire, sur le calendrier des conférences relatives aux domaines économique et social et à celui des droits de l'homme.

53. Après une brève discussion, le Conseil a adopté une résolution [1558 (XLIX)], dans laquelle il a fait siennes les recommandations formulées dans le rapport du Comité du programme et de la coordination à sa septième session, a transmis le rapport à l'Assemblée générale, ainsi que les comptes rendus analytiques des discussions du Comité sur le point de son ordre du jour¹⁶ intitulé "Rapport sur la programmation des budgets dans la famille des Nations Unies préparé par M. Bertrand, membre du Corps commun d'inspection", et a décidé que le Comité examinerait tout nouveau rapport du Secrétaire général sur cette question et ferait connaître son opinion au Conseil.

B. — COOPÉRATION INTERORGANISATIONS EN MATIÈRE D'ORDINATEURS

54. Conformément à sa résolution 1551 (XLIX), le Conseil, à la reprise de sa quarante-neuvième session, a étudié à nouveau¹⁶ l'idée de créer à Genève un système commun de traitement des données et de transférer de New York les services directement nécessaires pour assurer le fonctionnement. A sa quarante-neuvième session¹⁷, le Conseil avait approuvé l'idée en principe et avait prié le Secrétaire général de soumettre son rapport à l'Assemblée générale, avec les observations correspondantes du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi que le rapport de l'Auditeur général du Canada, par l'intermédiaire du Conseil à la reprise de sa quarante-neuvième session.

55. Le Conseil était saisi d'une note exposant les propositions faites par le Secrétaire général en collaboration avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, en vue d'une coordination des activités de traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies (E/4933), ainsi que du rapport présenté par le Secrétaire général à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et indiquant les

¹³ E/SR.1724.

¹⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 11.

¹⁵ E/AC.51/SR.292, 295, 297.

¹⁶ E/SR.1725.

¹⁷ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 3, par. 639 à 645.

incidences financières de ses propositions pour 1971¹⁸, et enfin du rapport de l'Auditeur général du Canada sur le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies (A/8072). De plus, le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait transmis au Conseil les observations du Comité consultatif sur le rapport du Secrétaire général (A/8008/Add.2).

56. Dans une déclaration liminaire, le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion a attiré l'attention du Conseil sur le paragraphe 37 du rapport du Comité consultatif, dans lequel le Comité recommandait que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à donner suite, si les organes délibérants du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Organisation mondiale de la santé prenaient les mesures voulues, à ses quatre propositions, à savoir : a) participation de l'ONU, avec l'OMS et le PNUD — et d'autres organismes qui donneraient leur agrément par la suite — à la création à Genève d'une installation distincte de traitement de l'information, dénommée "Centre international de calcul électronique"; b) participation de l'ONU, avec d'autres organisations, à un bureau interorganisations pour les systèmes d'information et activités connexes; c) transfert au centre international de calcul électronique d'une partie du personnel du Centre de calcul électronique de l'ONU et de ses banques de données; et d) affectation à Genève d'une partie du personnel du Bureau de statistique de New York. Ces propositions devaient être examinées par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et il importait donc que cette commission sache si le Conseil confirmait son accord de principe à la création à Genève du centre international de calcul électronique, cela afin de promouvoir la coordination entre l'ONU et les institutions spécialisées, en tirant parti des méthodes les plus modernes de traitement de l'information. Le Secrétaire général adjoint a appelé également l'attention sur la suggestion du Comité consultatif selon laquelle tous les autres organismes des Nations Unies pourraient être invités à étudier sérieusement la possibilité de participer, avec l'ONU, le PNUD et l'OMS, au Centre international de calcul électronique de Genève. Le Comité consultatif avait indiqué que l'utilisation de ce centre commun devrait intéresser au premier chef toutes les institutions installées à Genève, et surtout celles qui avaient annoncé qu'elles avaient besoin de développer leurs installations d'informatique. A cet égard, le Comité consultatif avait souscrit aux conclusions de l'Auditeur général du Canada selon lesquelles les institutions intéressées devraient réexaminer leurs plans d'acquisition de moyens supplémentaires propres de traitement de l'information, compte tenu des services que le centre de calcul électronique pourrait fournir.

57. Au cours de la discussion, la proposition de créer un centre commun de traitement des données a été accueillie avec satisfaction comme le début de la forme de coordination interorganisations la plus concrète qui ait jamais été tentée. On s'est également accordé pour reconnaître que le centre devrait être exploité avec la participation la plus large possible des institutions. Un certain nombre de questions ont été soulevées sur des points particuliers. Un représentant, tout en appuyant l'idée d'une rationalisation des activités des organismes des Nations Unies, a rappelé que le Comité

consultatif estimait que ces propositions n'étaient pas idéales et comportaient encore certains éléments d'incertitude. En particulier, le PNUD, tout en étant membre du centre, ne pourrait avoir accès directement à l'installation centrale en raison de la distance et il devrait avoir recours pour la transmission des données à la poste ou à la valise diplomatique. Le fait que le personnel spécialisé de l'ONU en matière de traitement des données et les fonctionnaires du Bureau de statistique seraient répartis entre New York et Genève présenterait des inconvénients. Ce représentant a estimé qu'il y aurait peut-être lieu d'étudier plus à fond les propositions, particulièrement en ce qui concerne l'emplacement du centre. Un autre représentant a souligné que seules trois organisations — l'ONU, le PNUD et l'OMS — s'étaient engagées sans réserve à participer au centre. Dans ces conditions, peut-être serait-il préférable d'attendre que les organes délibérants des autres institutions spécialisées intéressées prennent une décision avant de transmettre les propositions à l'Assemblée générale. Peut-être conviendrait-il également de peser davantage les inconvénients que pourrait présenter la coexistence de services de calcul électronique à Genève et à New York. La centralisation du traitement de l'information ne se traduirait pas automatiquement par une meilleure coordination des activités du système des Nations Unies et ce serait une erreur d'y accorder la priorité absolue. La question de savoir dans quelle mesure les modalités de la participation du PNUD au centre seraient compatibles avec la réorganisation de ses services compte tenu des conclusions de l'étude de la capacité¹⁹ a été également évoquée. Des renseignements ont aussi été demandés quant aux arrangements que prendraient le PNUD et le Groupe de la Banque mondiale, qui venait d'annoncer la création d'un département de calcul électronique.

58. En réponse aux questions posées, le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, le représentant du Directeur du PNUD et le Directeur du Bureau de statistique ont indiqué au Conseil que le Secrétaire général estimait qu'une installation commune de calcul électronique à Genève permettrait finalement de coordonner plus efficacement les activités de traitement de l'information du système des Nations Unies. Mais c'était là un objectif à long terme. La création du centre n'était que la première étape d'une politique de coordination et de normalisation des données à l'échelon interorganisations et, de ce fait, il fallait l'entreprendre dès que possible. Le centre devrait pouvoir fonctionner dans un délai de deux semaines à un mois après l'installation de l'équipement, en mars 1971. C'est parce qu'il était urgent de prendre des mesures pratiques pour la création du centre que le Directeur du PNUD avait estimé qu'il valait mieux se conformer à l'esprit de l'étude de la capacité et prendre des dispositions en vue de la participation du PNUD au centre, sous réserve d'une décision du Conseil d'administration du PNUD en janvier 1971. Les propositions envisagées étaient conformes aux recommandations de l'étude de la capacité et se traduiraient par une amélioration des opérations. Le transfert à Genève de fonctionnaires du Bureau de statistique de New York ne concernerait qu'une faible proportion de ce personnel. Les services qui seraient maintenus à New York seraient tout à fait suffisants. Les entretiens concernant la

¹⁸ Ibid., Annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/C.5/1305.

¹⁹ Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10).

coordination avec le Groupe de la Banque mondiale, a-t-on également indiqué, se poursuivaient dans un esprit d'étroite collaboration.

59. A la fin de la discussion, le Conseil, rappelant sa résolution 1551 (XLIX), a décidé : 1) de prendre note des propositions formulées dans la note du Secrétaire général sur la coopération interorganisations en matière d'ordinateurs (E/4933), après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies¹⁸, les observations du Comité consultatif sur ce rapport (A/8008/Add.2)²⁰, ainsi que le rapport de l'Auditeur général du Canada sur le traitement électronique de l'information dans les organismes des Nations Unies (A/8072); 2) de transmettre la note du

²⁰ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 8A*.

Secrétaire général, ainsi que les comptes rendus des délibérations du Conseil sur la question, à l'Assemblée générale; 3) de recommander l'adoption des propositions visant la création du centre international de calcul électronique, qui constituerait une forme efficace de coordination permettant aux institutions coopérantes de bénéficier des avantages d'une installation électronique importante et de l'efficacité plus grande qu'assurerait l'emploi des méthodes modernes de traitement de l'information; 4) de recommander à toutes les organisations représentées au CAC de réexaminer leurs travaux de traitement électronique de l'information afin de les coordonner avec ceux du centre et d'étudier l'opportunité de participer au centre; et 5) de prier le Secrétaire général de présenter périodiquement des rapports au Conseil sur les travaux effectués par le centre international de calcul électronique pour le compte de chacun des organismes des Nations Unies.

Chapitre V

QUESTIONS D'ORDRE CONSTITUTIONNEL ET QUESTIONS D'ORGANISATION

A. — COMPOSITION DU COMITÉ DES RESSOURCES NATURELLES

60. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil a réexaminé ²¹ la question de la composition du Comité des ressources naturelles constitué en application de la résolution 1535 (XLIX) du 27 juillet 1970.

61. Au cours de la discussion, un certain nombre de délégations ont fait valoir que, depuis l'adoption de la résolution 1537 (XLIX) en vertu de laquelle le Comité des ressources naturelles a été créé, les consultations au sein des groupes régionaux ont montré que les travaux du Comité suscitaient un très grand intérêt et que la composition du Comité devait être élargie en conséquence. Etant donné le mandat très large du Comité, il était tout à fait souhaitable qu'il soit aussi représentatif que possible, de par sa composition. D'autres délégations ont objecté que le nombre des membres du Comité devait être maintenu à 27, comme prévu dans la résolution du Conseil : ce chiffre avait été arrêté à la suite d'une discussion prolongée et il convenait de ne pas le modifier à la légère.

62. Les Etats-Unis, la France, le Ghana, la Grèce et le Kenya ont proposé (E/L.1364) que le Conseil confirme sa résolution antérieure et décide de réexaminer la composition du Comité après une période d'essai appropriée. Une délégation a fait observer également que, le Comité ayant des fonctions d'ordre technique plutôt que politique, sa composition devait être aussi restreinte que possible et devait tendre à représenter différentes disciplines plutôt qu'une aire géographique étendue. Dans le cas de comités tels que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et du Comité de la planification du développement, une composition restreinte s'était révélée avantageuse.

63. Sur la proposition de l'Italie, du Pakistan, du Pérou (E/L.1363), le Conseil a décidé, par 18 voix contre 6, avec 3 abstentions, de porter de 27 à 38 le nombre des membres du Comité et de modifier en conséquence sa résolution 1535 (XLIX).

B. — ELECTIONS

Nomination d'un membre du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement

64. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil a décidé ²², sur la proposition du Secrétaire général, de désigner lord Blackett pour occuper le poste laissé vacant au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, par suite du décès de sir Norman Wright.

Election de membres du Comité des ressources naturelles

65. Le Conseil a élu ²³ par acclamation les 38 membres du Comité des ressources naturelles, dont 19 ont été tirés au sort, pour un mandat d'une durée de deux ans, prenant fin le 31 décembre 1972, le mandat des 19 autres membres étant de quatre ans et prenant fin le 31 décembre 1974. On trouvera ci-après un tableau donnant la liste des membres du Comité et indiquant la date à laquelle leur mandat prendra fin :

	<i>Terme du mandat (le mandat prend fin au 31 décembre de l'année indiquée)</i>
Algérie	1972
Argentine	1974
Australie	1974
Autriche	1972
Bolivie	1972
Brésil	1972
Canada	1972
Chili	1972
France	1974
Gabon	1974
Ghana	1972
Guinée	1974
Inde	1972
Indonésie	1974
Irak	1974
Iran	1974
Italie	1974
Jamaïque	1972
Japon	1972
Kenya	1974
Malawi	1972
Mali	1972
Norvège	1974
Pakistan	1974
Pays-Bas	1974
Pérou	1972
Philippines	1972
Pologne	1974
République arabe unie	1974
République centrafricaine	1974
Roumanie	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972
Sierra Leone	1972
Suède	1974
Turquie	1974
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1972
Venezuela	1972
Yougoslavie	1974

²¹ E/SR.1725, 1727, 1729, 1731.

²² E/SR.1731.

²³ E/SR.1732.

C. — CALENDRIER DES CONFÉRENCES

6. A la reprise de sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné²⁴ deux questions ayant trait au calendrier des conférences.

Date et lieu de réunion de la seizième session de la Commission de la population

6. A sa quarante-neuvième session, le Conseil avait différé sa décision concernant la date et le lieu de réunion de la seizième session de la Commission de la population pour permettre au Secrétariat d'étudier la possibilité d'organiser la session de cette commission au Siège, à une date appropriée. A la reprise de sa quarante-neuvième session, après avoir examiné les dates auxquelles la session de cette commission pourrait tenir au Siège, le Conseil a décidé qu'elle aurait lieu Genève, du 1^{er} au 12 novembre 1971.

Sessions des commissions économiques régionales en dehors de leur siège

6. Le représentant de la Tunisie a présenté un projet de résolution, dont Ceylan, la Haute-Volta, l'Indonésie, le Pakistan, la République populaire du Congo, le Soudan, le Tchad et la Tunisie étaient également coauteurs (E/L.1360), concernant la possibilité de tenir les réunions des commissions économiques régionales en dehors de leur siège. Le projet de résolution tendait à ce que le Conseil : a) réaffirme que la question de l'opportunité de choisir le lieu de réunion des sessions ordinaires des commissions économiques régionales est, au premier chef, de la compétence desdites commissions en tant qu'organes intergouvernementaux, ainsi qu'il est prévu par le règlement intérieur, et rappelle que l'attribution du statut d'observateur est régi par le mandat et le règlement intérieur de ces organes régionaux, conformément à l'Article 69 de la Charte, lui-même explicité par l'article 75 du règlement intérieur du Conseil économique et social, et que cette question dépend en conséquence des décisions desdits organes. On a indiqué que le projet de résolution visait à appeler les principes régissant l'organisation des sessions des commissions économiques régionales, principes énoncés dans le règlement intérieur des commissions, à l'article 69 de la Charte et à l'article 75 du règlement intérieur du Conseil économique et social.

6. Au cours de la discussion, certains membres ont critiqué le libellé du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution. A leur avis, malgré l'imprécision de la notion de "statut d'observateur", il convenait d'établir une distinction entre la participation passive et la participation active, en tant qu'observateur, aux réunions des organismes des Nations Unies. Aux termes de la Charte et conformément à la pratique établie, tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies a le droit d'assister à n'importe quelle séance officielle publique de l'organe des Nations Unies, où qu'il se réunisse. En revanche, conformément à l'article 75 du règlement inté-

rieur du Conseil, pour participer aux délibérations d'une commission économique régionale, tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission doit être invité par la Commission elle-même, conformément aux dispositions pertinentes de son mandat ou de son règlement intérieur. Etant donné la variété des interprétations pouvant être données du paragraphe 2 du dispositif, un représentant a émis l'avis que trois solutions s'offraient au Conseil : il pouvait indiquer clairement que l'adoption du projet de résolution ne modifierait aucunement la pratique actuelle en ce qui concerne l'interprétation de l'Article 69 de la Charte; ou bien les auteurs pouvaient indiquer clairement qu'ils se proposaient de remettre en question la pratique actuellement suivie en la matière par le Secrétaire général et l'Organisation; enfin, le projet de résolution pouvait être modifié de manière à préciser ces intentions. Tout en reconnaissant qu'une application rigoureuse de la pratique actuelle pouvait, dans certaines situations politiques, faire échec au désir des membres d'une commission économique régionale de se réunir en dehors du siège de la Commission, un certain nombre de délégations ont émis l'avis que la méthode envisagée pour corriger cette anomalie pouvait susciter des difficultés dans l'avenir.

70. D'autres délégations ont fait valoir que la distinction entre participation passive et participation active des observateurs n'était pas nette et que, dans la pratique, tous les observateurs étaient actifs à des degrés divers. En outre, si les pays africains estimaient qu'il était souhaitable que la Commission économique pour l'Afrique se réunisse hors de son siège, cette considération devait l'emporter sur les droits présumés des Etats Membres non membres de la Commission. On a émis l'avis que les problèmes du développement économique de l'Afrique étaient assez complexes sans que l'on vienne les compliquer encore en introduisant des facteurs politiques étrangers.

71. Les auteurs ont accepté de réviser le paragraphe 2 du dispositif en remplaçant les mots "l'attribution du statut d'observateur" par les mots "la participation d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de ces organes régionaux".

72. A l'issue de la discussion, le Conseil a adopté, par 14 voix contre 5, avec 6 abstentions, la résolution 1561 (XLIX) dans laquelle il a : a) réaffirmé que la question de l'opportunité de choisir le lieu de réunion des sessions ordinaires des commissions économiques régionales est, au premier chef, de la compétence desdites commissions en tant qu'organes intergouvernementaux, ainsi qu'il est prévu par leur règlement intérieur; et b) rappelé que la participation d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres des organes régionaux est régie par le mandat et le règlement intérieur desdits organes, conformément à l'Article 69 de la Charte, lui-même explicité par l'article 75 du règlement intérieur du Conseil économique et social, et que cette question dépend, en conséquence, des décisions desdits organes.

— E/SR.1725, 1727, 1729.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
